

**COMMUNAUTÉ DE COMMUNES**

**DU**

**PAYS FOYEN**

**RECUEIL**

**DES**

**ACTES ADMINISTRATIFS**

**du 01/07/2021 au 30/09/2021**

**Délibérations  
du Conseil Communautaire et du Bureau**

**\***

**Arrêts du Président**

**\***

**Décisions du Président**

Pineuilh, le 12 juillet 2021



A l'attention des membres du Conseil de Communauté

## Convocation

Cher (e) Collègue,

J'ai l'honneur de vous inviter à participer à une réunion du Conseil Communautaire qui se tiendra le :

**Mardi 20 juillet 2021 à 18h30**  
**Salle des Fêtes de Pineuilh**

- Approbation du procès-verbal du Conseil Communautaire du 15 juin 2021

### Décisions Conseil Communautaire :

- Modifications du tableau des effectifs
- Conventionnement de partenariat entre l'Agence Départementale d'Information sur le Logement de la Gironde (ADIL 33)
- Demande de subvention pour le financement du programme Cart@DS de dématérialisation des procédures d'instruction d'urbanisme
- Avenant à la convention de dotation du fonds de solidarité Initiative Gironde
- Subventions OPAH aux personnes privées
- Modification des statuts du SMER E2M
- Effacement de dettes
- Etude multi-sites préalable et pré-opérationnelle à des opérations complexes d'amélioration de l'habitat en centres anciens : OPAH-RU (ORI)
- Renouvellement de l'OPAH
- Fonds National de Péréquation de ressources Intercommunales et Communales 2021

### Questions diverses :

Comptant sur votre présence, veuillez recevoir, Cher (e) Collègue, l'expression de mes sentiments distingués.

Pierre ROBERT  
Président



paysfoyen.fr

Communauté de Communes du Pays Foyen 2 Avenue Georges Clemenceau - 33220 Pineuilh  
Tél. : 05 57 46 20 58 - fax : 05 57 46 39 53 mail : contact@paysfoyen.fr

***I Objet : Modification du tableau des effectifs - modification de quotité d'un poste d'Adjoint d'Animation (21-91) :***

Après présentation en Bureau et après délibération, le Conseil Communautaire, à l'unanimité approuve l'ouverture du poste d'Agent d'Animation, quotité 32/35èmes, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2021, mandate le Président pour effectuer les formalités nécessaires à la présente délibération et s'exprimera sur la fermeture du poste vacant après avis du Comité Technique. Le Conseil Communautaire inscrit les crédits nécessaires au Budget et notifie la présente délibération au Centre de Gestion de la Gironde.

***II Objet : Modification du tableau des effectifs - modification d'un poste d'Adjoint d'Animation Principal 2<sup>ème</sup> classe (21-92) :***

Après présentation en Bureau et après délibération, le Conseil Communautaire, à l'unanimité approuve l'ouverture du poste d'Adjoint d'Animation Principal 2<sup>ème</sup> classe aux contractuels, quotité 35/35èmes, à compter du 1<sup>er</sup> août 2021 et mandate le Président pour effectuer les formalités nécessaires à la présente délibération. Le Conseil Communautaire inscrit les crédits nécessaires au Budget et notifie la présente délibération au Centre de Gestion de la Gironde.

***III Objet : Modification du tableau des effectifs - ouverture d'un poste d'Agent Social Principal 1<sup>ère</sup> classe (21-93) :***

Après présentation en Bureau et après délibération, le Conseil Communautaire, à l'unanimité approuve l'ouverture du poste d'Agent Social Principal 1<sup>ère</sup> classe, quotité 35/35èmes, à compter du 1<sup>er</sup> août 2021, mandate le Président pour effectuer les formalités nécessaires à la présente délibération et s'exprimera sur la fermeture du poste vacant après avis du Comité Technique. Le Conseil Communautaire inscrit les crédits nécessaires au Budget et notifie la présente délibération au Centre de Gestion de la Gironde.

***IV Objet : Modification du tableau des effectifs - ouverture d'un poste d'Attaché (21-94) :***

Après présentation en Bureau et après délibération, le Conseil Communautaire, à l'unanimité approuve l'ouverture du poste d'Attaché, quotité 35/35èmes, à compter du 1<sup>er</sup> août 2021, mandate le Président pour effectuer les formalités nécessaires à la présente délibération et s'exprimera sur la fermeture du poste vacant après avis du Comité Technique. Le Conseil Communautaire inscrit les crédits nécessaires au Budget et notifie la présente délibération au Centre de Gestion de la Gironde.

***V Objet : Conventionnement de partenariat entre l'Agence Départementale d'Information sur le Logement de la Gironde (ADIL 33) (21-95) :***

Après présentation en Bureau et après délibération, le Conseil Communautaire, à l'unanimité approuve la convention ainsi présentée et le montant de la participation financière. Le Conseil Communautaire habilite le Président à engager toutes les démarches nécessaires à la présente délibération et à signer les documents administratifs inhérents à ce dossier.

***VI Objet : Mise en place de la Dématérialisation de l'application du droit des sols (programme Démat. ADS) - Demande de subvention 2021 (21-96) :***

Après présentation en Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l'unanimité, autorise Monsieur le Président à engager la dépense pour l'année 2021-2022, à hauteur de : Investissement : 18 718,50 € TTC pour prise en charge des dépenses exposées par le PETR pour l'exercice de la mission confiée par le contrat de maîtrise d'ouvrage au PETER du Grand

Libournais pour le Programme de dématérialisation du logiciel ADS. Le Conseil Communautaire précise que les crédits ont été inscrits au budget CDC 2021. Le Conseil Communautaire adopte le plan de financement joint en annexe et sollicite le concours de l'Etat au titre de l'axe 3bis de l'enveloppe FITN7-Volet Démat. ADS, pour l'attribution d'une subvention à hauteur de 16 000 euros. Le Conseil Communautaire adopte le contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage – Programme de dématérialisation du logiciel ADS, joint en annexe et habilite Monsieur le Président à engager toutes les démarches nécessaires liées à ce projet.

***VII Objet : Avenant n° 2 à la convention de dotation du fonds de solidarité et de proximité pour les commerçants, artisans et associations de Nouvelle Aquitaine (21-97) :***

Après présentation en Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l'unanimité valide l'option N°1 : « percevoir directement le montant de la dotation afin de l'affecter à des projets de Développement Economique gérés en interne dans le cadre du conventionnement avec la Région Nouvelle Aquitaine via le SRDEII et autorise Monsieur le Président à signer la convention de dotation du fonds de solidarité et de proximité pour les commerçants, artisans et associations de Nouvelle Aquitaine.

***VIII Objet : Versement des subventions OPAH aux personnes privées (21-98) :***

Après présentation en Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l'unanimité valide le montant des participations financières citées ci-dessus et autorise Monsieur Le Président à effectuer les démarches nécessaires à la réalisation de ces versements.

***IX Objet : Modification des statuts du Syndicat Mixte Eaux et Rivières de l'Entre deux Mers (SMER-E2M) (21-99) :***

Après présentation en Bureau et après en avoir délibéré, les membres du Conseil Communautaire du Pays Foyen à l'unanimité approuvent la modification des statuts du dit syndicat, joints en annexe et habilite Monsieur le Président à signer tous les documents concernant ce dossier. Les membres du Conseil Communautaire notifient la présente délibération au Comité Syndical du Syndicat Mixte Eaux et Rivières de l'Entre deux Mers.

***X Objet : Effacements de dettes (21-100) :***

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité accepte l'effacement des dettes pour un montant total de 7 090,06 € et précise que les dépenses correspondantes sont constatées sur le budget 2021 de la Communauté de Communes du Pays Foyen, au compte 6542 : créances éteintes, chapitre 65. Le Conseil Communautaire notifie la présente délibération à Monsieur le Trésorier

***XI Objet : Etude pré-opérationnelle OPAH-RU-ORI / Communes de Sainte-Foy-la-Grande, Pineuilh, Port-Sainte-Foy-et-Ponchapt, Pellegrue (21-101) :***

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, accepte le principe d'une étude pré-opérationnelle OPAH-RU intercommunale sur les communes de Ste Foy, Pineuilh, Pellegrue et Port Ste Foy) et autorise le Président le Président à procéder au lancement de l'appel d'offre. Le Conseil Communautaire donne tous pouvoirs au Président pour effectuer toutes les démarches les formalités administratives nécessaires et signer tous documents utiles.

***XII Objet : Renouvellement de l'Opération Programmée pour l'Amélioration de l'Habitat (2022-2027) (21-102) :***

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l'unanimité accepte de relancer une nouvelle opération qui pourrait démarrer le 1<sup>er</sup> avril 2022 pour une durée de 5 ans (2022/2027) et autorise Monsieur le Président à procéder au lancement de l'appel d'offres pour le marché du suivi-animation de ce futur programme. Le Conseil Communautaire donne tous pouvoirs au Président pour effectuer les démarches administratives nécessaires et signer tous documents utiles.

***XIII Objet : Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communes - FPIC 2021 (21-103) :***

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l'unanimité indique qu'en application des délibérations des 2 mars 2021 et 6 avril 2021, votées à l'unanimité, le montant du FPIC reversé à la CDC s'élève à 492 310 € pour l'année 2021 en vertu de la dérogation libre. Le Conseil Communautaire notifie la présente délibération à la Préfecture de la Gironde et à Monsieur le Trésorier du SGC de Coutras et à l'ensemble des communes membres.

***XIV Objet : mise à disposition de la cave, de la cour et du 2<sup>ème</sup> étage du bâtiment de l'Office du Tourisme (21-104) :***

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité approuvent la mise à disposition par la commune de Sainte Foy la Grande au bénéfice de la Communauté de Communes dans le cadre de l'exercice de la compétence « promotion du tourisme », de la cave, la cour et du 2<sup>nd</sup> étage du bâtiment de l'Office du Tourisme (hormis le logement) et habilite le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents en lien avec cette mise à disposition

Pineuilh, le 15 septembre 2021



A l'attention des membres du Conseil de Communauté

## Convocation

Cher (e) Collègue,

J'ai l'honneur de vous inviter à participer à une réunion du Conseil Communautaire qui se tiendra le :

**Mercredi 22 septembre 2021 à 18h30**  
**Salle Clarisse Brian à Sainte-Foy-La-Grande**

- Approbation du procès-verbal du Conseil Communautaire du 20 juillet 2021

### Décisions Conseil Communautaire :

- Ouverture PEC pour les services techniques suite démission (pour le nettoyage des locaux)
- Ouverture 2 postes contrats aidés pour les services techniques (dont 1 pour le SPANC)
- Ouverture d'un poste contrat aidé service enfance jeunesse
- Mise à jour du tableau des effectifs
- Modification de cotation du RIFSEEP
- Versement des subventions OPAH aux personnes privées
- Effacement de dettes
- Exonération de CFE et de CVAE en cas de création ou d'extension d'entreprises
- Suppression de l'exonération de TFPB
- Taxe friches commerciales 2021
- Budgets supplémentaires

### Questions diverses :

Comptant sur votre présence, veuillez recevoir, Cher (e) Collègue, l'expression de mes sentiments distingués.

Pierre ROBERT  
Président



paysfoyen.fr

Communauté de Communes du Pays Foyen 2 Avenue Georges Clemenceau - 33220 Pineuilh  
Tél. : 05 57 46 20 58 - fax : 05 57 46 39 53 mail : contact@paysfoyen.fr

***I Objet : Ouverture d'un poste d'agent de propreté et d'hygiène sous la forme d'un contrat aidé (21-105) :***

Après présentation en Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté, à l'unanimité Approuve l'ouverture d'un poste d'agent de propreté et d'hygiène dans le cadre d'un contrat aidé PEC, quotité 25/35èmes, à compter du 23 septembre 2021 pour une durée de 24 mois maximum et habilite le Président à engager toutes les démarches nécessaires à la présente délibération

***II Objet : Ouverture d'un poste d'agent technique sous la forme d'un contrat aidé (SPANC) (21-106) :***

Après présentation en Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté, à l'unanimité approuve l'ouverture d'un poste d'agent technique dans le cadre d'un contrat aidé PEC, quotité 35/35èmes, à compter du 23 septembre 2021 pour une durée maximale de 24 mois et habilite le Président à engager toutes les démarches nécessaires à la présente délibération.

***III Objet : Objet : Ouverture d'un poste d'agent technique sous la forme d'un contrat aidé (21-107) :***

Après présentation en Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté, à l'unanimité approuve l'ouverture d'un poste d'agent technique dans le cadre d'un contrat aidé PEC, quotité 35/35èmes, à compter du 23 septembre 2021 pour une durée maximale de 24 mois et habilite le Président à engager toutes les démarches nécessaires à la présente délibération.

***IV Objet : Ouverture d'un poste d'animateur périscolaire sous la forme d'un contrat aidé (21-108) :***

Après présentation en Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, approuve l'ouverture d'un poste d'animateur périscolaire dans le cadre d'un contrat aidé PEC, quotité 27/35èmes, à compter du 23 septembre 2021 pour une durée de 24 mois maximum et habilite le Président à engager toutes les démarches nécessaires à la présente délibération.

***V Objet : Mise à jour du tableau des effectifs (21-109) :***

Après présentation en Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité approuve l'ouverture des postes ainsi présentés à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2021, mandate le Président pour effectuer les formalités nécessaires à la présente délibération et inscrit les crédits nécessaires au Budget. Le Conseil Communautaire notifie la présente délibération au Centre de Gestion de la Gironde.

***VI Objet : Modification de cotation du RIFSEEP (21-110) :***

Niveau de fonction	Intitulé	Nouveau montant mensuel en €
1	DGS	3 018 €
2	Directeur adjoint/ DST	1 190 €
3	Responsable de service	800 €
4	Resp. d'équipement /Encadrement Inter	400 €
5	Direction ALSH/Chef de Centre	300 €
6	Chef d'équipe/Encadrement proxi	250 €
7	Expert ou référent métier, responsable fonctionnel	250 €
8	Agent très qualifié et autonome	200 €
9	Agent disposant d'une qualification « spécifique » + tutorat	150 €
10	Agent disposant d'une qualification «spécifique»	100 €
11	Agent disposant d'une qualification «standard»	50 €

Après présentation au Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité approuve la modification de cotation du RIFSEEP comme défini ci-dessus et habilite Monsieur le Président à engager toutes les démarches nécessaires à la présente délibération

***VII Objet : Versement des subventions OPAH aux personnes privées (21-111) :***

Après présentation en Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l'unanimité, valide le montant des participations financières citée ci-dessus et autorise Monsieur Le Président à effectuer les démarches nécessaires à la réalisation de ce versement.

***VIII Objet : Effacements de dettes (21-112) :***

Après présentation en Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l'unanimité :

- Accepte l'effacement de la dette de M. GARCIA Alexis pour un montant de 390,05 €.
- Accepte l'effacement de dette de ALEGRIA LARREA Zelia pour un montant de 520,98 €
- Accepte l'effacement de dette de DARFEUILLE Christophe pour un montant de 1 449,11 €
- Accepte l'effacement de la dette de M. EL BERRIMI Zhor pour un montant de 52.40 €.
- Accepte l'effacement de la dette de SARL BASTIDE MAREE pour un montant de 434,93€
- Accepte l'effacement de la dette de PALOMBI Ludovic pour un montant de 443,20€
- Précise que les dépenses correspondantes seront constatées sur le budget 2021 de la Communauté de Communes du Pays Foyen, au compte 6542 : créances éteintes, chapitre 65

Le Conseil Communautaire notifie la présente délibération à Monsieur le Trésorier

***IX Objet : Exonération de CFE et de CVAE en cas de création ou d'extension d'établissement (21-113) :***

Après présentation en Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité accepte d'exonérer de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et de Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), en cas de création ou d'extension d'établissement au cours de l'année 2021 et notifie la présente délibération aux services préfectoraux et à la DGFiP.



***X Objet : Suppression de l'exonération de deux ans en faveur des constructions nouvelles à usage d'habitation (21-114) :***

Après présentation en Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité n'accepte pas de supprimer l'exonération de deux ans de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions et conversions de bâtiments ruraux en logements, en ce qui concerne les immeubles à usage d'habitation. A tous les immeubles à usage d'habitation, aux immeubles à usage d'habitation qui ne sont pas financés au moyen de prêts aidés de l'État prévus aux articles L. 30-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation ou de prêts visés à l'article R. 331-63 du même code. Le Conseil Communautaire notifie la présente délibération aux services préfectoraux et à la DGFIP.

***XI Objet : Taxe sur les friches commerciales (21-115) :***

Après présentation en Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité reconduit pour 2021 l'instauration de la taxe annuelle sur les friches commerciales et autorise le Président à communiquer à la Direction Régionale des Finances Publiques la présente délibération ainsi que la liste des adresses des biens concernés que les communes auront préalablement communiqués. Le Conseil Communautaire charge Monsieur le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux ainsi qu'à la Direction Régionale des Finances Publiques.

***XII Objet : Budget Supplémentaire Communauté de Communes 2021 (21-116) :***

Après discussion, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, valide le Budget Supplémentaire 2021 du Budget Principal ainsi présenté : en fonctionnement : 1 381 848€ et en investissement : 2 189 253€.

***XIII Objet : Budget Supplémentaire Office de Tourisme 2021 (21-117) :***

Après discussion, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, valide le Budget Supplémentaire 2021 du Budget Office de Tourisme ainsi présenté : en fonctionnement : -7 750,00€ et en investissement : 121 657,00€.

***XIV Objet : Budget Supplémentaire Cinéma 2021 (21-118) :***

Après discussion, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, valide le Budget Supplémentaire 2021 du Budget Cinéma ainsi présenté : en exploitation : 31 800,00€ et en investissement : 898 399,00€.

***XV Objet : Budget Supplémentaire ZAE 2021 (21-119) :***

Après discussion, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, valide le Budget Supplémentaire 2021 du Budget ZAE ainsi présenté : en fonctionnement : 66 572,00€ et en investissement : 20 198,50€.

***XVI Objet : Budget Supplémentaire Eau 2021 (21-120) :***

Après discussion, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, valide le Budget Supplémentaire 2021 du Budget Eau ainsi présenté : en exploitation : 1 000 500,00€ et en investissement : 3 938 958,00€.

***XVII Objet : Budget Supplémentaire Assainissement Collectif 2021 (21-121) :***

Après discussion, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, valide le Budget Supplémentaire 2021 du Budget Assainissement Collectif ainsi présenté : en exploitation : 258 500,00€ et en investissement : 2 965 968,00€.

***XVIII Objet : Budget Supplémentaire Assainissement Collectif Port-Sainte-Foy-et-Ponchapt 2021 (21-122) :***

Après discussion, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, valide le Budget Supplémentaire 2021 du Budget Assainissement Collectif Port-Sainte-Foy-et-Ponchapt ainsi présenté : en exploitation : 91 131,00€ et en investissement : 241 442,00€.

***XIX Objet : Budget Supplémentaire SPANC 2021 (21-123) :***

Après discussion, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, valide le Budget Supplémentaire 2021 du Budget SPANC ainsi présenté : en exploitation : 2 724,00€ et en investissement : 15 000,00€.

***XX Objet : Budget Supplémentaire GEMAPI 2021 (21-124) :***

Après discussion, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, valide le Budget Supplémentaire 2021 du Budget GEMAPI ainsi présenté : en fonctionnement : 104 960,00€ et en investissement : 197 812,00€.



Pineuilh, le 21 septembre 2021

A l'attention des membres du Conseil de Communauté

## *Convocation*

Cher (e) Collègue,

J'ai l'honneur de vous inviter à participer à une réunion du Conseil Communautaire qui se tiendra le :

**Mardi 28 septembre 2021 à 18h30**  
**Salle Clarisse Brian à Sainte-Foy-La-Grande**

### Décisions Conseil Communautaire :

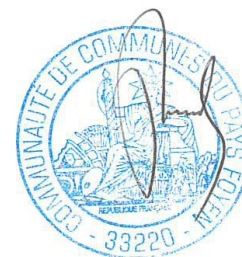
- Attribution lots 1 & 2 accord-cadre à bons de commande travaux AEP-AC
- Etude de faisabilité d'un centre aquatique
- Avenant N°2 à la convention au SRDEII
- Avenant général N°1 à la convention cadre pluriannuelle de revitalisation des territoires (ORT) de Sainte-Foy-la-Grande : avenant ORT territorialisée
- RPQS 2020 SMDE 24
- Adoption des RPQS 2020 (Rapports sur le Prix et la Qualité des Services Publics d'assainissement collectif et d'adduction d'eau potable).
- Vente de deux parcelles sur la commune de Pineuilh
- Recomposition de la Commission Locale du Site Patrimonial Remarquable

### Questions diverses :

- Présentation du rapport d'activité 2020 Communauté de Communes du Pays Foyen

Comptant sur votre présence, veuillez recevoir, Cher (e) Collègue, l'expression de mes sentiments distingués.

Pierre ROBERT  
Président



[paysfoyen.fr](http://paysfoyen.fr)

Communauté de Communes du Pays Foyen 2 Avenue Georges Clemenceau - 33220 Pineuilh  
Tél. : 05 57 46 20 58 - fax : 05 57 46 39 53 mail : [contact@paysfoyen.fr](mailto:contact@paysfoyen.fr)

***I Objet : Présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'alimentation en eau potable pour l'exercice 2020 (21-125) :***

Monsieur le Président, conformément à l'article 3 du décret n° 95-635 du 6 mai 1995, présente pour l'exercice 2020, le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'alimentation en eau potable adopté par le comité syndical du SMDE 24.

Un exemplaire de ce rapport a été transmis aux communes adhérentes pour être présenté à leur conseil municipal dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Ce rapport est public et permet d'informer les usagers du service.

Le Conseil Communautaire prend acte de cette présentation.

***II Objet : Adoption des Rapports sur Prix et la Qualité des Services publics d'assainissement collectif et non collectif et d'adduction d'eau potable exercice 2020 (21-126) :***

Après présentation en Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, adopte les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable et d'assainissement collectif et non collectif, présentés au titre de l'année 2020 et indique que ces rapports seront mis à la disposition du public. Le Conseil de Communauté prend acte des rapports annuels des délégataires en matière d'eau potable et d'assainissement.

***III Objet : Choix des titulaires pour les 2 lots de l'accord-cadre à bons de commande « travaux de renouvellement, réhabilitation et extension de réseaux d'AEP et de collecte des eaux usées » (21-127) :***

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté, à l'unanimité, valide le rapport d'analyse présenté par le maître d'œuvre, décide d'attribuer le lot n°1 du présent marché à l'entreprise SOC pour un montant de travaux compris entre 500 000 et 2 500 000 euros HT et décide d'attribuer le lot n°2 du présent marché à l'entreprise DUBREUILH pour un montant de travaux compris entre 500 000 et 2 500 000 euros HT. Le Conseil de Communauté habilite Monsieur le Président à signer tous les documents relatifs à ce marché, ainsi que tous les documents susceptibles d'intervenir en cours d'exécution de ce dernier (avenants, déclaration de sous-traitance...).

***IV Objet : Lancement d'une étude de faisabilité pour la construction d'un centre aquatique (21-128) :***

Après présentation en Bureau et après en avoir délibéré, les membres du Conseil Communautaire, à 1 voix contre et 34 voix pour approuvent le lancement d'une étude de faisabilité pour la construction d'un centre aquatique et habilite le Président à engager une dépense à hauteur de 40 500 euros TTC pour la réalisation de cette étude

***V Objet :: Avenant N°2 à la convention entre la Région Nouvelle Aquitaine et la Communauté de Communes du Pays Foyen relative à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises (21-129) :***

Après présentation en Bureau et après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité autorise Monsieur le Président à procéder à la signature de l'avenant n°2 à la convention entre la Région Nouvelle Aquitaine et la Communauté des Communes du Pays Foyen à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII).

***VI Objet : Avenant général n°1 à la convention cadre pluriannuelle de revitalisation des territoires (ORT) de Sainte-Foy La Grande : avenant ORT territorialisée (21-130) :***

Après présentation en Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l'unanimité valide les documents présentés, notifie la présente délibération au cabinet d'études METROPOLIS et aux 4 communes concernées : Pineuilh, Port-Ste Foy et Ponchapt, Pellegrue, et Sainte-Foy-la-Grande. Le Conseil Communautaire donne tous pouvoirs au Président pour effectuer les démarches administratives nécessaires et signer tous documents utiles.

***VII Objet : Vente de deux parcelles sur la commune de Pineuilh (21-131) :***

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité approuvent la vente des deux parcelles sises sur la commune de Pineuilh et cadastrées section AI 119 et AI 120 au profit de PROMOSITES et approuvent un prix de vente global de 33 000 euros TTC. Les membres du Conseil Communautaire habilite le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tous les documents nécessaires au bon déroulement de ce dossier

***VIII Objet : Recomposition de la Commission Locale du Site Patrimonial Remarquable de Sainte-Foy-La-Grande (21-132) :***

Après avis unanime du Bureau et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l'unanimité approuve la composition de la Commission Locale du Site Patrimonial Remarquable dans la composition des trois collègues, notifie la présente délibération à la Préfecture de la Gironde et à la commune de Sainte-Foy-La-Grande et habilite Monsieur le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires à la réalisation de la présente délibération.

Pineuilh, le 30 juin 2021

A l'attention des membres du Bureau

## *Convocation*

Cher (e) Collègue,

J'ai l'honneur de vous inviter à participer à une réunion de Bureau qui se tiendra le :

**Mardi 6 juillet 2021 à 18h30**

Salle de Saint-Philippe-du-Seignal

### Ordre du jour :

- Approbation du procès-verbal du Bureau du 1<sup>er</sup> juin 2021

### **Décisions du Bureau :**

- Choix du titulaire pour l'étude PPG – GEMAPI
- Conventions d'investissement avec la CAB et la CDC Pays de Duras dans le cadre de la GEMAPI

### **Décisions Conseil Communautaire :**

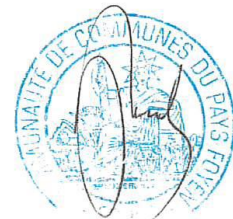
- Modifications du tableau des effectifs
- Conventionnement de partenariat entre l'Agence Départementale d'Information sur le Logement de la Gironde (ADIL 33)
- Demande de subvention pour le financement du programme Cart@DS de dématérialisation des procédures d'instruction d'urbanisme
- Avenant à la convention de dotation du fonds de solidarité Initiative Gironde
- Subventions OFAH aux personnes privées

### **Questions diverses :**

- Présentation des axes dans le cadre de la CTG

Comptant sur votre présence, veuillez recevoir, Cher (e) Collègue, l'expression de mes sentiments distingués.

Pierre ROBERT  
Président



***I Objet : Choix du titulaire du marché relatif à l'étude du Plan Pluriannuel de Gestion des bassins versants de la Gravouse, des Sandaux, du Véneyrol, du Seignal et du Moiron (B-21-07) :***

Après en avoir délibéré, le Bureau, à l'unanimité valide l'analyse des offres présentée, décide d'attribuer le marché à l'entreprise Société d'Etudes Générales d'Infrastructures pour un montant total de 131 534 euros hors taxe (tranche ferme + tranche optionnelle) et habilite Monsieur le Président à signer tous les documents relatifs à ce marché, ainsi que tous les documents susceptibles d'intervenir en cours d'exécution de ce dernier (avenants, déclaration de sous-traitance, affermissement de la tranche optionnelle...).

***II Objet : Convention relative aux opérations d'investissement à mener sur le territoire « Gravouse » (B-21-08) :***

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du Pays Foyen, à l'unanimité acceptent les conditions telles que décrites dans la convention ci-jointe en annexe, habilite Monsieur le Président, à signer tous les documents concernant ce dossier et notifie la présente délibération à la Communauté de Communes du Pays de Duras.

***III Objet : Convention relative aux opérations d'investissement à mener sur le territoire « Sandaux - Véneyrol » (B-21-09) :***

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du Pays Foyen, à l'unanimité acceptent, les conditions telles que décrites dans la convention ci-jointe en annexe, habilite Monsieur le Président, à signer tous les documents concernant ce dossier et notifie la présente délibération à la Communauté de Communes du Pays de Duras.

***IV Objet : Convention relative aux opérations d'investissement à mener sur le territoire « Seignal - Moiron » (B-21-10) :***

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du Pays Foyen, à l'unanimité, acceptent les conditions telles que décrites dans la convention ci-jointe en annexe, habilite Monsieur le Président, à signer tous les documents concernant ce dossier et notifie la présente délibération à la Communauté d'Agglomération Bergeracoise et à la Communauté de Communes du Pays de Duras.

Pineuilh, le 7 septembre 2021



A l'attention des membres du Bureau

## Convocation

Cher (e) Collègue,

J'ai l'honneur de vous inviter à participer à une réunion de Bureau qui se tiendra le :

**Mardi 14 septembre 2021 à 18h30**

Salle Clarisse Brian – Sainte-Foy-la-Grande

### Ordre du jour :

- Approbation du procès-verbal du Bureau du 06 juillet 2021

### **Décisions du Bureau :**

- Travaux de réfection de la toiture de l'Office de Tourisme

### **Décisions Conseil Communautaire :**

- Ouverture PEC pour les services techniques suite démission (pour le nettoyage des locaux)
- Ouverture 2 postes contrats aidés pour les services techniques (dont 1 pour le SPANC)
- Ouverture d'un poste contrat aidé service enfance jeunesse
- Mise à jour du tableau des effectifs
- Modification de cotation du RIFSEEP
- Versement des subventions OPAH aux personnes privées
- Effacement de dettes
- Exonération de CFE et de CVAE en cas de création ou d'extension d'entreprises
- Suppression de l'exonération de TFPB
- Taxe friches commerciales 2021
- Budgets supplémentaires
- Attribution lots 1 & 2 accord-cadre à bons de commande travaux AEP-AC
- Etude de faisabilité d'un centre aquatique
- Avenant N°2 à la convention au SRDEII
- Avenant général N°1 à la convention cadre pluriannuelle de revitalisation des territoires (ORT) de Sainte-Foy-la-Grande : avenant ORT territorialisée
- RPQS 2020 SMDE 24
- Adoption des RPQS 2020 (Rapports sur le Prix et la Qualité des Services Publics d'assainissement collectif et d'adduction d'eau potable).

### **Questions diverses :**

- Présentation du rapport d'activité 2020 Communauté de Communes du Pays Foyen

Comptant sur votre présence, veuillez recevoir, Cher (e) Collègue, l'expression de mes sentiments distingués.

paysfoyen.fr

Communauté de Communes du Pays Foyen 2 Avenue Georges Clemenceau - 33220 Pineuilh  
Tél. : 05 57 46 20 58 - fax : 05 57 46 39 53 mail : contact@paysfoyen.fr



Pierre ROBERT  
Président



*Objet : Travaux de réfection de la toiture du bâtiment de l'Office de Tourisme (B-21-11) :*

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau, à l'unanimité, approuvent la réalisation de travaux de réfection du toit du bâtiment de l'Office de Tourisme, approuvent que les travaux de réfection soient confiés à l'entreprise Romain PATISSOU pour un montant de 25 582 euros HT et approuvent le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Communauté de Communes et la commune de Sainte Foy la Grande, tel que présenté ce jour et annexé à la présente délibération. Les membres du Bureau habilitent le Président à effectuer toutes les démarches et à signer tous les documents nécessaires au bon déroulement de ce dossier

## ARRETES DU PRESIDENT

Le Président de la Communauté de Communes du Pays Foyen, arrête en date du 20 août 2021 :

Article 1 : Conformément aux dispositions du décret n°2021-1059 du 7 août 2021 modifiant le décret n°2021-699 du 1<sup>er</sup> juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire, le Président de la Communauté de Communes et du CIAS donne habilitation aux personnes nommément désignées ci-dessous, aux fins de contrôler les justificatifs d'absence de contamination par la Covid-19 :

- Jean-Philippe HOUNIEU, Responsable Pôle Tourisme, Animations culturelles, Patrimoine touristique
- Aurélie PANCAUT, Responsable Adjoint de l'Office de Tourisme, responsable Culture
- Ludovic BAGILLET, Conseiller de séjour
- Marie PREUILH, Conseiller de séjour
- Virginia BORNAND, Conseiller de séjour
- Anne-Sophie DUBOIS, Responsable Médiathèque

Ce contrôle concerne les usagers des lieux, établissements, services et événements soumis à obligation vaccinale.

Article 2 : Ce contrôle s'exercera selon les modalités suivantes :

La lecture des justificatifs par les personnes et services habilités est réalisée au moyen d'une application mobile dénommée " TousAntiCovid Vérif ", mise en œuvre par le ministre chargé de la santé ou au moyen de tout autre dispositif de lecture répondant à des conditions fixées par arrêté ministériel.

La personne habilitée s'engage à télécharger sur son téléphone mobile professionnel, ou personnel le cas échéant, l'application nécessaire au contrôle et à ne s'en servir que dans le cadre de la présente habilitation.

L'application mobile permet à la personne habilitée de lire les noms, prénoms et date de naissance de la personne concernée par le justificatif, ainsi qu'un résultat positif ou négatif de détention d'un justificatif conforme.

Sur l'application " TousAntiCovid Vérif ", les données ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif, et ne sont pas conservées. Sur les autres dispositifs de lecture, les données ne sont traitées que pour la durée d'un seul et même contrôle d'un accès à un lieu, établissement ou service et seules les données mentionnées à l'alinéa précédent peuvent être conservées temporairement pour la durée du contrôle. Les données ne peuvent être conservées et réutilisées à d'autres fins.

Les justificatifs d'absence de contamination par la Covid-19 prennent, à travers la production d'un passe sanitaire, l'une des 3 formes suivantes :

- Une preuve de vaccination (cycle vaccinal complet et délai nécessaire pour le développement des anticorps) ;
- Une preuve de test RT-PCR, antigénique ou autotest réalisé sous la supervision d'un professionnel de santé négatif de moins de 72 heures ;
- Une preuve de rétablissement (test RT-PCR ou antigénique positif de plus de 11 jours et de moins de 6 mois).

Ces justificatifs peuvent être présentés sous format papier ou numérique, enregistré sur l'application mobile " TousAntiCovid " ou tout autre support numérique au choix de la personne concernée.

La présentation de documents officiels d'identité ne peut être exigée que par les forces de l'ordre.

**A défaut de présentation des justificatifs de statut vaccinal, l'accès sera refusé aux usagers.**

Article 3 : la présente habilitation donne lieu à la tenue d'un registre détaillant les personnes et/ou services ainsi habilités, la date de leur habilitation, ainsi que les jours et horaires des contrôles effectués par ces personnes et services.

Article 4 : le présent arrêté sera affiché au Siège de la Communauté de Communes et une ampliation sera transmise au représentant de l'Etat dans le département.

\*\*\*\*\*

Le Président de la Communauté de Communes du Pays Foyen, arrête en date du 31 août 2021 :

Article 1 : Conformément aux dispositions du décret n°2021-1059 du 7 août 2021 modifiant le décret n°2021-699 du 1<sup>er</sup> juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire, le Président de la Communauté de Communes donne habilitation aux personnes nommément désignées ci-dessous, aux fins de contrôler les justificatifs d'absence de contamination par la Covid-19 :

- Jean-Philippe HOUNIEU, Responsable Pôle Tourisme, Animations culturelles, Patrimoine touristique
- Aurélie PANCAUT, Responsable Adjoint de l'Office de Tourisme, responsable Culture

Ce contrôle concerne les agents exerçant leur fonction dans les lieux, établissements, services et événements soumis à obligation vaccinale.

Article 2 : Ce contrôle s'exercera selon les modalités suivantes :

La lecture des justificatifs par les personnes et services habilités est réalisée au moyen d'une application mobile dénommée " TousAntiCovid Vérif ", mise en œuvre par le ministre chargé de la santé ou au moyen de tout autre dispositif de lecture répondant à des conditions fixées par arrêté ministériel.

La personne habilitée s'engage à télécharger sur son téléphone mobile professionnel, ou personnel le cas échéant, l'application nécessaire au contrôle et à ne s'en servir que dans le cadre de la présente habilitation.

L'application mobile permet à la personne habilitée de lire les noms, prénoms et date de naissance de la personne concernée par le justificatif, ainsi qu'un résultat positif ou négatif de détention d'un justificatif conforme.

Sur l'application " TousAntiCovid Vérif ", les données ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif, et ne sont pas conservées. Sur les autres dispositifs de lecture, les données ne sont traitées que pour la durée d'un seul et même contrôle d'un accès à un lieu, établissement ou service et seules les données mentionnées à l'alinéa précédent peuvent être conservées temporairement pour la durée du contrôle. Les données ne peuvent être conservées et réutilisées à d'autres fins.

Les justificatifs d'absence de contamination par la Covid-19 prennent, à travers la production d'un passe sanitaire, l'une des 3 formes suivantes :

- Une preuve de vaccination (cycle vaccinal complet et délai nécessaire pour le développement des anticorps) ;
- Une preuve de test RT-PCR, antigénique ou autotest réalisé sous la supervision d'un professionnel de santé négatif de moins de 72 heures ;
- Une preuve de rétablissement (test RT-PCR ou antigénique positif de plus de 11 jours et de moins de 6 mois).

Ces justificatifs peuvent être présentés sous format papier ou numérique, enregistré sur l'application mobile " TousAntiCovid " ou tout autre support numérique au choix de la personne concernée.

La présentation de documents officiels d'identité ne peut être exigée que par les forces de l'ordre.

Article 3 : la présente habilitation donne lieu à la tenue d'un registre détaillant les personnes et/ou services ainsi habilités, la date de leur habilitation, ainsi que les jours et horaires des contrôles effectués par ces personnes et services.

Article 4 : le présent arrêté sera affiché au Siège de la Communauté de Communes et une ampliation sera transmise au représentant de l'Etat dans le département.

\*\*\*\*\*

Le Président de la Communauté de Communes du Pays Foyen, arrête en date du 2 septembre 2021 :

Article 1 : Conformément aux dispositions du décret n°2021-1059 du 7 août 2021 modifiant le décret n°2021-699 du 1<sup>er</sup> juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire, le Président de la Communauté de Communes et du CIAS donne habilitation aux personnes nommément désignées ci-dessous, aux fins de contrôler les justificatifs d'absence de contamination par la Covid-19 :

- Camille Sibé, responsable de la ludothèque
- Nathalie Leclerc, agent Ludothèque
- Cathy Giraudeau, agent Ludothèque

Ce contrôle concerne les usagers de la Ludothèque de la Communauté des Communes du Pays Foyen, établissement soumis à obligation vaccinale.

Article 2 : Ce contrôle s'exercera selon les modalités suivantes :

La lecture des justificatifs par les personnes et services habilités est réalisée au moyen d'une application mobile dénommée " TousAntiCovid Vérif ", mise en œuvre par le ministre chargé de la santé ou au moyen de tout autre dispositif de lecture répondant à des conditions fixées par arrêté ministériel.

La personne habilitée s'engage à télécharger sur son téléphone mobile professionnel, ou personnel le cas échéant, l'application nécessaire au contrôle et à ne s'en servir que dans le cadre de la présente habilitation.

L'application mobile permet à la personne habilitée de lire les noms, prénoms et date de naissance de la personne concernée par le justificatif, ainsi qu'un résultat positif ou négatif de détention d'un justificatif conforme.

Sur l'application " TousAntiCovid Vérif ", les données ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif, et ne sont pas conservées. Sur les autres dispositifs de lecture, les données ne sont traitées que pour la durée d'un seul et même contrôle d'un accès à un lieu, établissement ou service et seules les données mentionnées à l'alinéa précédent peuvent être conservées temporairement pour la durée du contrôle. Les données ne peuvent être conservées et réutilisées à d'autres fins.

Les justificatifs d'absence de contamination par la Covid-19 prennent, à travers la production d'un passe sanitaire, l'une des 3 formes suivantes :

- Une preuve de vaccination (cycle vaccinal complet et délai nécessaire pour le développement des anticorps) ;
- Une preuve de test RT-PCR, antigénique ou autotest réalisé sous la supervision d'un professionnel de santé négatif de moins de 72 heures ;
- Une preuve de rétablissement (test RT-PCR ou antigénique positif de plus de 11 jours et de moins de 6 mois).

Ces justificatifs peuvent être présentés sous format papier ou numérique, enregistré sur l'application mobile " TousAntiCovid " ou tout autre support numérique au choix de la personne concernée.

La présentation de documents officiels d'identité ne peut être exigée que par les forces de l'ordre.

Article 3 : la présente habilitation donne lieu à la tenue d'un registre détaillant les personnes et/ou services ainsi habilités, la date de leur habilitation, ainsi que les jours et horaires des contrôles effectués par ces personnes et services.

Article 4 : le présent arrêté sera affiché au Siège de la Communauté de Communes et une ampliation sera transmise au représentant de l'Etat dans le département.

\*\*\*\*\*

Le Président de la Communauté de Communes du Pays Foyen, arrête en date du 8 septembre 2021 :

Article 1 : Conformément aux dispositions du décret n°2021-1059 du 7 août 2021 modifiant le décret n°2021-699 du 1<sup>er</sup> juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire, le Président de la Communauté de Communes du Pays Foyen et du CIAS du Pays Foyen donne habilitation aux personnes nommément désignées ci-dessous, aux fins de contrôler les justificatifs d'absence de contamination par la Covid-19 :

- Julie Cousinet	Cathy Giraudeau
- Camille Sibé	Maxime Perrier
- Sylvie Ciron	Maxime Thiebaut
- Cyrielle Vaysse	Vincent Barthes
- Claire Vigeant	Yoann Bernard
- Ophélie Ducos	Enzo Galvan
- Lisa Tourrissaud	Kevin Da Silva
- Sandrine Cornut	Aurélie Saget

Ce contrôle concerne le public et les intervenants/associations dans le cadre de la manifestation « Assos en fête » du 11 septembre 2021.

Article 2 : Ce contrôle s'exercera selon les modalités suivantes :

La lecture des justificatifs par les personnes et services habilités est réalisée au moyen d'une application mobile dénommée " TousAntiCovid Vérif ", mise en œuvre par le ministre chargé de la santé ou au moyen de tout autre dispositif de lecture répondant à des conditions fixées par arrêté ministériel.

La personne habilitée s'engage à télécharger sur son téléphone mobile professionnel, ou personnel le cas échéant, l'application nécessaire au contrôle et à ne s'en servir que dans le cadre de la présente habilitation.

L'application mobile permet à la personne habilitée de lire les noms, prénoms et date de naissance de la personne concernée par le justificatif, ainsi qu'un résultat positif ou négatif de détention d'un justificatif conforme.

Sur l'application " TousAntiCovid Vérif ", les données ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif, et ne sont pas conservées. Sur les autres dispositifs de lecture, les données ne sont traitées que pour la durée d'un seul et même contrôle d'un accès à un lieu, établissement ou service et seules les données mentionnées à l'alinéa précédent peuvent être conservées temporairement pour la durée du contrôle. Les données ne peuvent être conservées et réutilisées à d'autres fins.

Les justificatifs d'absence de contamination par la Covid-19 prennent, à travers la production d'un passe sanitaire, l'une des 3 formes suivantes :

- Une preuve de vaccination (cycle vaccinal complet et délai nécessaire pour le développement des anticorps) ;
- Une preuve de test RT-PCR, antigénique ou autotest réalisé sous la supervision d'un professionnel de santé négatif de moins de 72 heures ;
- Une preuve de rétablissement (test RT-PCR ou antigénique positif de plus de 11 jours et de moins de 6 mois).

Ces justificatifs peuvent être présentés sous format papier ou numérique, enregistré sur l'application mobile " TousAntiCovid " ou tout autre support numérique au choix de la personne concernée.

La présentation de documents officiels d'identité ne peut être exigée que par les forces de l'ordre.

**A défaut de présentation des justificatifs de statut vaccinal, l'accès à la manifestation, sera refusé.**

Article 3 : la présente habilitation donne lieu à la tenue d'un registre détaillant les personnes et/ou services ainsi habilités, la date de leur habilitation, ainsi que les jours et horaires des contrôles effectués par ces personnes et services.

Article 4 : le présent arrêté sera affiché au Siège du CIAS et une ampliation sera transmise au représentant de l'Etat dans le département.